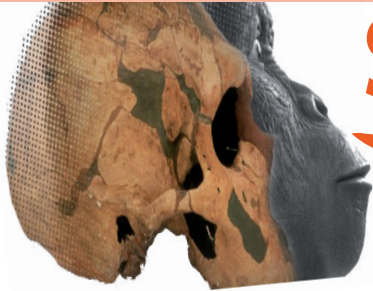


Une deuxième Direction des Moyennes Entreprises inaugurée au quartier Dassasgho.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°76 du mardi 05 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Version numérique

- Activités du Gouvernement. P.7
- Jobs Campus. P.11
- Nouvelles des Campus. P.16

Economie

Inauguration de la deuxième Direction des Moyennes Entreprises du Centre (DME-C II)

Région du Centre

Ce Lundi 04 Juillet 2016, Madame le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement a procédé à l'inauguration de la deuxième Direction des Moyennes Entreprises du Centre.

Situé dans le quartier Dassasgho la deuxième Direction des Moyennes Entreprises du Centre a été ouverte dans le but de mieux organiser le service des impôts. Cette cérémonie d'ouverture a connu la présence des plusieurs personnalités politiques et religieuses venues soutenir la Direction Générale des Impôts.



Inauguration de la DME-C II par Mme la Ministre de l'économie.

Suite page 2

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Première opération fiscale faite par Mme le Ministre.

Après le mot de bienvenue du Chef du quartier Dassasgho, ce fut le tour du Directeur Général des Impôts, Monsieur BADOLO Adama qui a donné les raisons et les motivations qui ont amené la Direction Générale des Impôts à ouvrir une deuxième Direction des Moyennes Entreprises du Centre. « *La Direction Générale des Impôts (DGI), à l'instar des administrations fiscales modernes a opté d'organiser la gestion des contribuables par segments avec des structures spécialisées pour leur gestion en vue notamment de mieux répondre aux besoins de chaque segment d'entreprise. Ainsi, une Direction est consacrée à la gestion fiscale des grandes entreprises officiant sur tout le territoire national et une Direction dédiée aux moyennes entreprises dans chacune des Régions du Centres et des Hauts-Bassins. Les Grandes entreprises ont un chiffre d'affaires supérieures à un (01) milliard, et les moyennes sont celles qui réalisent un chiffre d'affaires compris entre cinquante (50) millions et un (01) milliard de franc CFA. C'est dire donc l'importance du portefeuille, soit quatre mille huit cent soixante-treize (4873) entreprises, mais aussi et surtout le potentiel au regard de l'intervalle de chiffre d'affaires. A Bobo par exemple, elles sont environ quatre cent (400). D'où la nécessité de créer à Ouagadougou une 2ème qui date de 2011, du temps où le Professeur Filiga Michel Sawadogo était Directeur Général des Im-*

pôts. Cependant, des difficultés liées notamment aux moyens et au cadre institutionnel n'avaient pas encore permis la création de cette seconde DME du centre. »

Pour le DGI, cet événement est une avancée très importante, emblématique de la démarche de réorganisation de leurs services. Il préfigure de la démarche plus large de concilier la décentralisation des services avec les objectifs d'accroissement des recettes. La création de cette nouvelle entité vise deux objectifs principaux à savoir, d'une part, l'amélioration du rendement de l'impôt et d'autre part l'amélioration du service offert aux moyennes entreprises. Pour terminer son propos, le DGI a souhaité plein succès à la DME-C II.

A la suite du DGI, Madame le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement a livré son discours puis a procédé à l'inauguration de la Direction des Moyennes Entreprises du Centre. Madame le Ministre a félicité toute la DGI pour cette initiative et les a encouragé à garder le cap dans leur travail.

« *Les objectifs poursuivis par cette création montre que la DGI en plus de son dynamisme a bien compris son rôle, celui de mobiliser les ressources devant financer les projets de développement, tout en préservant les droits des contribuables, notamment celui de bénéficier d'un service public de qualité. C'est vrai que le*

système fiscal Burkinabé est déclaratif et que chaque citoyen-contribuable devrait déclarer et payer spontanément ses impôts, mais force est de constater que ce n'est pas souvent le cas. Ainsi, nous devons réfléchir et développer des services à la hauteur des attentes des usagers pour susciter et promouvoir le consentement volontaire à l'impôt. Le Gouvernement est plus que conscient que la fiscalité occupe une place centrale dans le développement économique et social de notre pays. C'est pour cela que mon département a été instruit de faire jouer pleinement son rôle dans l'administration fiscale et de lui accorder la place qu'il faut.

Cette option découle du choix de politique budgétaire annoncé par son Excellence Monsieur le Premier Ministre qui a souligné avec force que nous devons faire en sorte que la fiscalité remplisse les trois fonctions essentielles dans notre économie à savoir :

- *La mobilisation des ressources budgétaires propres nécessaires au financement des dépenses publiques (la fonction financière) ;*
- *L'allocation des ressources aux dépenses publiques de sorte à réaliser une épargne conséquente qui permette d'orienter les investissements vers certains secteurs économiques définis dans le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) (fonction économique) ;*
- *Enfin, en modulant la charge fiscale supportée par les contribuables, les décideurs font jouer à la fiscalité, sa fonction sociale. A l'adresse des contribuables en général, et particulièrement des moyennes entreprises, la vie en communauté implique nécessairement des besoins communs qui peuvent être satisfaits que par des ressources communes. Nous sommes tous condamnés à apporter notre pierre à la construction nationale ».*

A l'issue des discours protocolaires Madame le Ministre a procédé à la coupure du ruban et à la première opération fiscale.

Relwendé Hervé ROUAMBA pour SCI



Journée Olympique 2016 Le CNOSB célèbre l'olympisme à Kaya

Région du Centre-Nord



Séance d'aérobic.

La Journée Internationale Olympique a été célébrée au plan national à Kaya ce vendredi 1^{er} juillet 2016 sous le thème « Bouger, apprendre, éduquer ».

Dans sa politique de décentralisation de ses activités, le comité national olympique et des sports burkinabè (CNOSB) a choisi Kaya pour commémorer la traditionnelle journée olympique.

Plusieurs centaines de participants dont le ministre des sports et des loisirs Tairou Bangré, des membres de fédérations sportives et les autorités administratives locales ont parcouru une distance très moyenne de deux kilomètres afin de permettre à toutes les couches (femmes, hommes, jeunes, personnes âgés) d'y participer. Ils ont fait la navette place du gouvernorat- rond point du cheval-place du

gouvernorat.

Après le cross, des exercices physiques ont été servis par les moniteurs du jour.

Pendant une trentaine de minutes, les participants ont exécutés plusieurs mouvements au rythme de la musique.

Le parrain fils de la région et ancien président du CNOSB le colonel major Komyaba Pascal Sawadogo a livré le message du président du comité international olympique (CIO) Thomas Bach de nationalité allemande qui demande aux populations du monde ceci « *amusez-vous bien et s'il vous plaît faites vivre l'esprit de la journée olympique tout au long de l'année 2016* ».

Le ministre des sports et des loisirs Tairou Bangré a dans un bref message

a remercié toute la population pour la mobilisation et le CNOSB pour la réussite de cette journée.

Pour le président du comité national olympique et des sports burkinabè Jean Yaméogo « L'objectif c'est de décentraliser les activités du comité olympique, nous avons choisi de coller nos activités aux manifestations du 11 décembre ; et si il n'y a pas de contrainte majeure l'année prochaine nous seront à Gaoua » a-t-il conclu.

Le ministre de la culture, des arts et du tourisme Tahirou Barry et L'ambassadeur de la Chine Taiwan au Burkina Faso ont rehaussé l'éclat de cette journée olympique.

Une remise de diplôme aux participants a mis fin à cette activité.

Valentin OUEDRAOGO pour SCI



Annonces

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



ARCOP et monde judiciaire un atelier pour mieux coordonner les activités

Région du Centre



Le présidium avec le Directeur Général de l'ARCOP, Monsieur Xavier BAMBARA au milieu.

Les agents de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) et du monde judiciaire se concertent pour mieux coordonner leurs activités. Réunis en atelier ce lundi 4 juillet 2016 à Ouagadougou, ils doivent voir dans quelles conditions ils peuvent collaborer ensemble pour une meilleure résolution des conflits nés de la commande publique.

Depuis 2005, le Burkina Faso s'est engagé dans un processus de réforme de son système de commande publique sous l'impulsion des directives de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Cette réforme avait permis la mise en place d'un dispositif institutionnel et juridique de gestion des marchés publics

et des délégations de services publics. Dans ce dispositif se trouve l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP).

L'ARCOP est un organe chargé entre autre du règlement non juridictionnel des différends. A ce titre elle connaît et règle à travers l'Organe de règlement amiable de différends (ORAD) les conflits nés de la passation ou de l'exécution des contrats conclus par l'administration.

Etant donné que ses décisions ne sont pas juridictionnelles, elle doit impérativement collaborer avec les acteurs de la justice afin que les décisions qu'elle rend soient acceptées par les personnes concernées. C'est donc l'importance que revêt cet atelier qui

réunit autour de la même table les acteurs de l'autorité et ceux du monde judiciaire.

Pour le président de l'ARCOP, Xavier BAMBARA, il s'agit d'échanger afin de renforcer la collaboration fructueuse entre sa structure et les acteurs du monde judiciaire afin de mieux asseoir un cadre efficace de règlement des différends où les missions et les responsabilités des acteurs de la chaînes de règlement des différends sont bien identifiés. A l'entendre, c'est une exigence du nouveau cadre de l'autorité, qui avec ses innovations appelle à une synergie des intelligences pour relever les défis permanents de la bonne gouvernance.

Valentin YOUMANLI pour SCI

Droit parlementaire Le parlement jeunesse Burkina renforce ses capacités

Région du Centre

L'Association des volontaires pour le développement et la démocratie (AVDD) a organisé du 2 au 3 juillet 2016, en faveur du Parlement jeunesse Burkina, une formation sur

le droit parlementaire et le processus de travail parlementaire pour les jeunes députés. Cette formation a été ouverte le samedi 2 juillet sous le parrainage du ministre de la de

la Communication chargé des Relations avec le parlement, Rémiss Fulgence Dandjinou.

Suite page 6.



Le parrain Rémis Fulgance Dandjinou « espère qu'à la sortie de cette formation...

La formation va consister à « montrer les bases du droit parlementaire à ces jeunes », a indiqué le formateur Monsieur Norbert Tankoano, administrateur parlementaire à l'Assemblée Nationale. Placée sous le thème " Le droit parlementaire et le processus pratique du travail parlementaire", cette initiative a pour objectif de former les jeunes sur le droit parlementaire burkinabè et son mode de fonctionnement.

Axée sur deux (02) volets, il s'agira dans un 1er temps de leur enseigner les notions telles que le droit parlementaire, le rôle des parlementaires, le règlement de l'Assemblée Nationale, l'origine juridique des actes parlementaires,

le droit parlementaire comparé ce qui se passe ailleurs dans d'autres pays. Le deuxième volet concerne le contrôle de l'action gouvernementale. Le Parlement jeunesse Burkina sera informé, à cette occasion, des procédures légales prévues par les instruments juridiques au Burkina Faso et à la disposition des parlementaires pour contrôler l'action du gouvernement.

Selon le parrain, Rémis Fulgance Dandjinou, cette formation ainsi que sa pratique est un cadre offert aux participants afin de mieux s'approprier le droit parlementaire. A l'entendre, le parlement est un pouvoir essentiel dans la mise en œuvre de notre dé-



Selon la présidente de la jeune Assemblée nationale, Abibou Djibougou, « nous avons des projets concernant le chômage que nous voulons mettre en œuvre pour permettre à nos autorités d'y penser »

mocratie car il est la légitimité des burkinabè et a le pouvoir de contrôler l'action gouvernementale.

En effet, pour la présidente de la jeune Assemblée Nationale, Abibou Djibougou, à l'issue de cette formation, les jeunes parlementaires pourront cerner le fonctionnement du parlement et proposer de ce fait de solutions constructives. « Nous devons être à mesure de jouer ce rôle de représentant de la jeunesse et élaborer des projets fiables et pertinents qui puissent vraiment aider à l'amélioration des conditions de vie de la jeunesse », a-t-elle indiqué.

Le parlement Jeunesse Burkina est un jeu de rôles, une simulation parlementaire où des jeunes répliquent le rôle des différents membres de l'Assemblée Nationale. Elle est constituée de cent trente-six (136) jeunes dont l'âge est compris entre dix-huit (18) et trente-cinq (35), venant divers horizons du pays. C'est un démembrement de l'AVDD. En rappel, l'association est un regroupement de jeunes qui réalisent les programmes de Gouvernement jeunesse, parlement jeunesse Burkina et de jeunes ambassadeurs du Burkina.

Bernadette DEMBELEpour SCI



... ces jeunes seront à mesure de participer à une stimulation parlementaire et transmettre ce qu'ils ont appris à d'autres jeunes afin qu'ils se familiarisent avec le parlement »



Activités du Gouvernement

Lancement officiel de la campagne nationale de promotion des économies d'énergie

Région du Centre

Le Ministre Alfa Oumar Dissa a procédé cet après -midi à l'arrondissement 12 de la commune de KOSSYAM à l'école EZACA au lancement officiel de la campagne nationale de promotion des économies d'énergie

En ciblant les élèves pour ce lancement c'est leur responsabilisation dans la gestion de la consommation d'énergie qui est visée car ils sont parties intégrantes dans la consommation domestique de l'électricité. Aussi c'est par anticipation car de cette jeune génération sortiront les décideurs politiques, les ingénieurs, les entrepreneurs de bâtiments, les techniciens et importateurs d'équipements de demain!!

Le Ministre Dissa leur a donné un message simple qui aura des retombées très fortes.

IL leur a dit de cultiver des bons réflexes d'économie d'énergie qui consistent à éteindre les équipements et appareils électriques après usage et ainsi en économisant de l'électricité, ils permettront à leurs parents d'épargner de l'argent pour mieux subvenir à leurs besoins. Au niveau national il s'agira de cultiver une habitude citoyenne qui permettra à la SONABEL d'économiser des mgw aussi à terme de réussir la politique de l'efficacité énergétique qui un défi majeur pour le Ministre ALFA OUMAR DISSA.

Source: MEMC



Le Ministre Alfa Oumar Dissa micro à la main



Résultat de recrutement de personnel pour le compte du Centre d'Étude et de Réinsertion des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL)

Communiqué du Secrétariat général

Le secrétaire général du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique, superviseur du comité de coordination du CERMICOL communique :

Sous réserve d'un contrôle approfondi, les candidats dont les 2+3 noms suivent, précédemment placés sur la liste d'attente au test de recrutement de personnel pour le compte du Centre d'Étude et de Réinsertion des Mineurs en Conflit avec la Loi (CERMICOL), sont priés de prendre attache avec la Direction des Ressources Humaines (DRH) du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique pour affaire les concernant.

Poste de chef de service socio-éducatif et de l'accompagnement psychologique :

1er : OUEDRAOGO Yassia

Poste d'attachés d'éducation spécialisée :

- 1er : NABIE Yatté
- 2e : OUEDRAOGO O. Ibrahima
- 3e : OUEDA Moussa
- 4e: NOUGTARA S. Mohamed Ader
- 5e: KOURANE Zéphirin

Poste de moniteurs techniques Option mécanique :

- 1er : CONGO Joachim
- : KIENDREBEOGO T. Léonce

Option soudure :

1er : OUEDRAOGO Daouda

Les candidats ainsi convoqués sont invités à prendre attaché avec la Direction des Ressources Humaines du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique dans un délai de deux (02) semaines à compter de la date de la 1ère diffusion du présent communiqué.

Paulin BAMBARA



Le CDP tient les rênes de la mairie de Ziniaré

Région du Plateau Central

L'ancien parti au pouvoir CDP, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès prend les rênes de la commune de Ziniaré pour un mandat de (05) cinq ans. Pascal COMPAORE est élu maire de la commune de Ziniaré. A la sortie de son élection nous nous sommes intéressés à Monsieur COMPAORE pour avoir un aperçu de son projet de développement pour la commune de Ziniaré.

A.K.S : *Bonjour Monsieur le Maire, comment vous présentez vous ?*

P.C : Je suis Pascal COMPAORE, sociologue de formation, je viens d'être élu maire de la commune de ziniaré.

A.K.S : *Quelle appréciation faites-vous de la campagne jusqu'à ce jour solennel Monsieur le maire ?*

P.C : avant de répondre à votre question permettez moi de dire merci, merci à toutes les couches sociales, de toutes les couches professionnelles, de tout bord politique qui par le calme, la retenue et surtout la compréhension ont permis un bon déroulement des élections. Je saisi cette opportunité pour dire merci à tous les conseillers qui m'ont porté à la tête de la mairie de Ziniaré. Je peux les rassurer de ma disponibilité constante et de mon engagement indéfectible et responsable à œuvrer pour le développement de la commune.

Répondant à votre question il faut dire que ça été un combat de longue haleine. Ça n'a pas été facile mais ça été aussi un travail d'équipe. J'ai travaillé avec le parti, le Congrès pour la Démocratie et le Progrès qui a mis les moyens nécessaires. Des moyens humains, matériels et financiers qui nous ont permis de faire le tour de tous les cinquante-trois (53) villages de la commune et les cinq (05) secteurs de la ville de ziniaré. C'est ce qui nous a permis d'avoir soixante-onze (71) conseillers, pour dire que nous avons la majorité, de ce fait je dis merci à tout le monde et je rends grâce à Dieu.



Monsieur Pascal COMPAORE, maire de Ziniaré

A.K.S : *Quelles sont vos sentiments après cette élection monsieur le maire et parlez-nous de vos chantiers?*

P.C : Comme disait l'autre, elles sont bonnes mais il faut dire que je prends cette fonction avec beaucoup d'appréhension parce qu'il y a beaucoup de défis. Beaucoup de défis à relever pour notre commune et comme vous le savez le premier défi c'est celui de l'aménagement urbain. La commune de ziniaré à un chemin directeur d'aménagement urbain qui s'étend jusqu'en 2030, donc la mise en œuvre de ces actions vas permettre de maîtriser la croissance spatiale et aussi développer l'économie urbaine. Sur ce point nous allons mettre un accent particulier sur les infrastructures marchandes qui vont nous permettre d'avoir des moyens et d'augmenter l'assiette fiscale. Un autre défi c'est dans le domaine de l'éducation, il ya beaucoup de choses à faire. Dans le domaine de la santé, dans le domaine de la jeunesse surtout parce que ce mandat à été porté et soutenu par la jeunesse. Je leur dis merci en passant et nous allons œuvrer de telle sorte à ce que la jeunesse soit placée au cœur de nos actions.

C'est pour vous dire que je puis vous assurer que chaque année nous prévoirons un dialogue direct avec les jeunes pour

connaître leurs priorités afin de prendre en compte leurs points de vues et leurs aspirations dans nos différentes actions. Un autre défi, c'est le défi de la concertation parce que ce qui s'est passé avec l'insurrection populaire, avec l'incivisme galopante si je peux le dire il faut que nous dialoguons parce que rien de grand et rien de durable ne peut se faire sans le dialogue, sans la concertation et à ce point nous allons voir avec le conseil pour mettre en place un comité communal de sage qui va réunir toutes les couches sociales et gérer aussi nos différends à l'interne parce qu'on dit que le linge sale se lave en famille. On se rappelle de ce qui c'est passé au village de Ponsoug-ziga. Le dernier défi, c'est le défi de redevabilité. Nous devons rendre compte à la population de ce que nous faisons parce que la redevabilité est un pain de la bonne gouvernance.

Donc autant de défis, nombreux mais pas insurmontables. Main dans la main, en synergie d'action nous allons pouvoir y arrivé et faire de notre ville l'une des meilleures du Burkina Faso.

A.K.S : *Vu l'immensité de votre chantier, quelles sont vos attentes au niveau de la population ?*

P.C : Toute action ne peut se réaliser sans moyens. Ce que nous attendons c'est la compréhension, le soutien de la population. Nous nous attendons à ce que la population accepte et adhère aux différentes actions que nous allons poser. Mais aussi qu'elle accepte venir vers nous pour que nous puissions lui rendre compte de ce qui se passe. Nous irons aussi vers elle pour rendre compte. Il faut que la population soit une population responsable, citoyenne, consciencieuse, qui sait ce qui l'attend. En ce moment nous allons pouvoir relever tous les défis ensemble.

Propos recueillis par Abdoul Karim SAWADOGO



Annonces



ISC-BOBO

L'Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

Félicite tous les nouveaux bacheliers

Encourage ceux qui sont au second tour

*Et tous ceux qui reprendront la classe de terminal ou qui seront
dans des écoles professionnelles*

Les filières ouvertes à ISC-Bobo sont :

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations

*Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et
2^{ème} étage*

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

*Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20
00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com*



Avis de recrutement

Avis de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police

COMMUNIQUE N°2016-0023/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique:

Le public Burkinabè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police au profit de la Police Nationale.

I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de vingt-trois (23) ans au moins et de trente (30) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires d'un diplôme de Maîtrise ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Commissaires de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme de Maîtrise ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieu de réception : École Nationale de Police.

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites et orale d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. La phase d'épreuves écrite et orale d'admissibilité consiste en :

Un test de niveau comprenant :

– une épreuve de dissertation sur un sujet de culture générale, notée sur 20, durée 3 heures, coefficient 2 ;

– une épreuve pratique d'informatique, notée sur 20, coefficient 1.

une épreuve orale sur un sujet de culture générale devant un jury, notée sur 20, coefficient 2.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives de présélection sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée, quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés que seuls les cents (100) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'Académie de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité de Commissaires de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,

Le Secrétaire Général

Abdoulaye OUEDRAOGO

Officier de l'Ordre National

COMMUNIQUE ADMINISTRATIF N°2016-0026/MATDSI/CAB/SP-SPR du 01 juillet 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure a l'honneur de porter à la connaissance de la population en général, et de la communauté islamique du Burkina Faso en particulier que, le coût du Hadj 2016 est fixé à deux millions deux cent un mille soixante-dix (2 201 070) Francs CFA.

Ce coût de 2 201 070 Francs CFA n'inclut pas le prix du mouton qui sera payé sur place en Arabie Saoudite par le pèlerin lui-même.

Le Ministre d'Etat, souhaite un bon mois de jeûne aux fidèles musulmans du Burkina Faso et un pèlerinage agréé à tous les candidats au hadj 2016. Il rappelle par ailleurs, l'engagement et la disponibilité du Gouvernement à accompagner la communauté islamique pour une bonne organisation du pèlerinage musulman.

Ouagadougou, le 01 juillet 2016

Simon COMPAORE

Commandeur de l'Ordre National



Jobs Campus

Avis de recrutement



Poste: coordonnateur de la santé mentale (M / F) - Liban

Description

Depuis plus de 30 ans, Médecins du Monde, une organisation médicale campagne engagée à la solidarité internationale, a pris soin des populations les plus vulnérables à la maison et à l'étranger. Il a continué à mettre en évidence les obstacles qui existent dans l'accès aux soins de santé et a obtenu des améliorations durables dans les politiques de la santé pour tous. Ceux qui travaillent pour cette organisation indépendante ne dispensent pas uniquement les soins et le traitement, mais condamnent les violations de la dignité humaine et des droits et de lutter pour améliorer les choses pour les populations vivant dans des situations précaires. MdM travaille actuellement dans 40 pays sur tous les continents où il se concentre sur 4 domaines prioritaires: prendre soin de la santé des migrants et des personnes déplacées, la promotion de la santé sexuelle et reproductive, la lutte contre le VIH et de réduire les dommages et les risques associés à la consommation de drogues, les crises et les conflits.

Depuis 2011, le conflit en Syrie a entraîné des déplacements massifs de population à l'intérieur du pays et dans les pays voisins, en particulier au Liban, en Jordanie et en Turquie. Suite aux évaluations dans ces pays, les activités de MdM ont commencé sur les frontières syriennes en mai 2012, en offrant des services de soins de santé primaires et spécialisés pour les réfugiés et les populations syriennes déplacées. Actuellement, les services de soins de santé primaires sont fournis par 3 partenaires dans 4 centres de soins de santé primaires (PHCCs) dans la Bekaa. MdM fournit également la santé mentale et des services de soutien psychosocial (SMSPS) aux réfugiés syriens et libanais vulnérables dans 3 centres (Centre et Ouest de la Bekaa). Pour mettre en œuvre et suivre les activités, la mission au Liban a été mise en place avec une équipe de 30 personnes dirigée par 5 coordinateurs. Le poste de coordonnateur de la santé mentale fait partie de l'équipe de coordination du pays.

TÂCHES ET RESPONSABILITÉS:

Sous la supervision directe du coordonnateur général, vous serez le responsable de toutes les activités SMSPS, vous travaillerez en étroite collaboration avec le coordinateur médical ainsi que la logistique et coordonnateur administratif et le coordinateur du programme. Dans le pays, vous êtes le directeur du superviseur MHPSS, étant elle-même en charge d'une équipe de 4 psychothérapeutes et 6 gestionnaires de cas. Vous êtes responsable de la mise en œuvre du programme de santé mentale, de suivi et de supervision, la coordination avec les partenaires et le HCR, et de travailler avec les universités et les instituts de recherche sur les études sur le terrain.

Plus précisément, vous serez en charge de:

- La gestion du programme

Vous coordonnez avec les partenaires concernés les activités psycho-sociales appropriées pour être proposées, développées et mises en œuvre dans le domaine.

Vous vous assurez que les composants de la santé mentale du programme sont cohérents et liés aux réfugiés et des populations hôtes de besoins.

Vous maintenir et d'améliorer le système de collecte de données en cours pour les activités de santé mentale selon les besoins de reporting.

Vous contribuerez à soutenir le développement organisationnel des partenaires MdM d'intégrer et de développer la composante santé mentale dans sa structure et dans sa stratégie à long terme.

Vous activement être impliqué dans le développement, la mise en œuvre et le suivi des recherches en lien avec les universités au Liban et / ou à l'étranger.

Vous contribuerez à l'élaboration de la stratégie MdM avec le coordinateur général (évaluation des besoins, d'accroître l'efficacité, l'ajustement des activités de mise en œuvre)

- La coordination avec les partenaires et le HCR

Vous représenter MdM aux réunions de coordination avec les autorités sanitaires locales et les partenaires de santé nationaux / internationaux en matière de santé mentale

Vous participerez à d'autres réunions stratégiques et de coordination se rapportant au programme MHPSS et de faciliter la coordination entre MdM et les autres acteurs concernés en cas de besoin (universités et instituts de recherche, par exemple)

- La déclaration

Vous soutiendrez le coordinateur général dans le reporting mensuel et de la proposition de rédaction aux donateurs potentiels

Vous assurerez la production de résumés et l'analyse des données recueillies et compilées en cas de besoin

Vous travaillerez en étroite collaboration avec le coordonnateur régional de la

santé mentale pour assurer la coordination et l'échange d'informations avec le Bureau régional

- La gestion de l'équipe

Vous allez gérer et soutenir le superviseur MHPSS sous votre supervision directe

Vous assurerez le recrutement de personnel compétent pour l'équipe MH, et procéder à des examens annuels pour les membres de votre équipe

CONDITIONS D'EMPLOI:

Statut: Employé

Contrat: Contrat à durée déterminée

Durée: 5 mois renouvelable

Basé à Beyrouth, Liban (avec des visites régulières dans la vallée de la Bekaa) affichage unique

COMPÉTENCES ET EXPÉRIENCE NÉCESSAIRES:

Master en santé mentale ou de santé publique

Expérience de la direction MHPSS programmes et activités

Expérience de travail dans le Moyen-Orient L'

expérience dans les négociations avec les autorités locales, les partenaires et le personnel dans des contextes difficiles est un atout

Capacité à prendre des décisions efficaces en fonction du contexte

Aptitude à travailler dans un contexte de sécurité instable et d'appliquer des règles de sécurité strictes

capacité à gérer une équipe et de travailler avec des partenaires dans un cadre multiculturel

possibilité d'avoir une vue d'ensemble d'un programme et stratégie à long terme de

réactivité, l'anticipation, l'adaptabilité, capacité à prendre initiatives à l'évolution des exigences

Capacité à prendre des décisions rapides en fonction du contexte, en coordination avec l'équipe

Sens de l'organisation, y compris la gestion du temps, et la rigueur

Excellente expression écrite et compétences en communication orale

Capacité d'écoute et d'être diplomatique

Langues: Anglais (écrit, parlé) obligatoire, français et arabe, un atout

Vous êtes engagé aux valeurs de MdM en tant qu'organisation et motivé par sa non-statutaire, le modèle NFP.

applications téléphoniques ne seront pas acceptés

Médecins du Monde se réserve le droit de combler le poste vacant avant la date de clôture des candidatures.

<p> MdM se lève pour l'intégration des personnes handicapées et de lutte contre la discrimination.

Ville Beyrouth

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités Santé, Social

Localisation(s) géographique(s) Moyen Orient, Liban

Contrat CDD

Postuler en ligne https://mdm.profilsearch.com/recrute/intranet/fo_annonce_voir.php?id=1682&idpartenaire=127

Date de fin de validité 29/10/2016



Téléchargez le quotidien
numérique
Sciences-Campus Info du lundi
au dimanche.
7 numéros dans la semaine.



Avis de recrutement



Poste: Chef de projet – Programme d'Appui aux Structures de Santé – Congo

Type d'emploi : CDD

Pays: Afrique, Congo-Brazzaville

Date limite de dépôt des dossiers: 30/09/2016

Description :

CONTEXTE

L'IECD est une organisation de solidarité internationale créée en 1988 qui met en œuvre des projets de développement en partenariat avec des institutions locales. L'IECD intervient en particulier dans les domaines de la formation technique et de l'insertion professionnelle, de l'appui aux très petites entreprises et de l'accès à l'éducation et à la santé pour les personnes les plus vulnérables.

Depuis plus de 20 ans, l'IECD est impliqué dans des projets de renforcement de centres de santé / hôpitaux.

L'IECD a lancé en septembre 2012 un Programme d'Appui aux Structures de Santé(PASS) à Pointe Noire (République du Congo).

Ce programme vise à accompagner progressivement 10 Structures de Santé Partenaires (SSP) dans leur développement et devrait permettre à 200 000 personnes d'avoir accès à des soins de santé primaire de meilleure qualité (soit 20% de la population de la ville de Pointe Noire) (vidéo du programme).

L'objectif du programme sera atteint à travers la mise en œuvre de 4 volets :
Renforcement des compétences techniques du personnel médical et paramédical (formation continue de 400 personnes : prise en charge de la santé de la mère et de l'enfant, hygiène...)

Renforcement des capacités de gestion des SSP (administration, finances, collecte de données, gestion des stocks de médicaments et consommables, accueil) en vue de la couverture des coûts et de la viabilité du centre

Dynamisation communautaire par l'appui dans l'intégration du centre de santé dans son milieu (dynamisation des relais communautaires et du comité de santé, sensibilisations dans les écoles, mise en réseau des structures de santé...)

Réhabilitation/équipement des structures de santé et accompagnement de certaines structures dans leur développement

Par ailleurs, l'IECD mène également un projet d'Appui aux Petites Entreprises à Brazzaville et Pointe-Noire depuis 2014, et lance en 2016 un projet d'amélioration de la prise en charge de la drépanocytose à Pointe-Noire. A ce titre, le délégué assure la représentation de l'IECD pour l'ensemble de ces programmes au Congo.

Afin de poursuivre les activités du programme, l'IECD recherche un(e) chef de projet/délégué(e) avec une expérience dans la Santé.

MISSIONS

Responsable du programme PASS

1/ Pilotage du programme au quotidien

Volet opérationnel :

Direction des opérations : planification et supervision de la mise en œuvre des activités (en particulier formation du personnel de santé, formation du personnel de gestion et réhabilitation des infrastructures des Structures de Santé Partenaires/SSP)

Suivi continu des activités en coordination avec les directions des 10 structures partenaires

Pilotage du tableau de bord du programme : mesure des résultats, élaboration et suivi des indicateurs quantitatifs et qualitatifs du projet

Analyse des problèmes et difficultés rencontrés, recommandation et mise en œuvre de solutions adéquates.

Volet ressources humaines et organisation :

Encadrement d'une équipe projet multiculturelle de 10 personnes (médecin, infirmiers, sages-femmes, personnel administratif) dont 2 expatriés en garantissant la cohésion d'équipe et la montée en compétences de chacun(e)

Mobilisation et encadrement des expertises nécessaires : mobiliser les experts du centre d'expertise partenaire (basé à Kinshasa) et d'autres centres (basés à Paris) pour l'élaboration des programmes de formation du personnel des SSP

Volet financier et reporting :

Gestion financière du projet (élaboration des budgets, engagement des dépenses et mobilisation des ressources, etc...)

Encadrement de la comptabilité

Mise en application des procédures IECD

Assurer la mise à jour des outils de suivi et de reporting internes

Coordonner la rédaction des rapports intermédiaires destinés au bailleur de fonds

2/ Relations avec le bailleur de fonds

Représentation auprès de l'entité locale du bailleur

Préparation et animation du comité de pilotage du projet (représentants du bailleur et parties prenantes)

3/ Représentation institutionnelle

Relations avec les autorités et acteurs locaux – notamment le Ministère de la Santé

Relations avec les partenaires et potentiels partenaires

4/ Vision, stratégie et développement du PASS

Animer la réflexion stratégique du programme

Préparer l'avenir du programme à moyen et long termes.

Délégué(e) pays

Représentation institutionnelle de l'IECD au Congo, auprès des différents partenaires institutionnels et bailleurs de fonds

Appui aux autres activités mises en œuvre par l'IECD au Congo et accompagnement des personnes et des équipes en charge de ces activités

Participation à la recherche de nouveaux financements pour l'IECD au Congo

Responsable du développement de nouvelles activités

PROFIL

Formation : Généraliste (ESC, IEP, études universitaires, ingénieur). Master en santé publique ou formation en gestion de structures de santé souhaité.

Expérience :

Expérience de gestion d'équipe multiculturelle et de partenaires variés

Expérience professionnelle requise (10 ans minimum) dans la santé (santé publique ou gestion d'un centre de santé) et/ou dans le secteur du développement

La connaissance de l'Afrique subsaharienne est un atout

Compétences :

Bonnes capacités de gestion de projet, suivi d'activités et d'indicateurs

Compétences en suivi budgétaire et contrôle financier

Maîtrise du Pack Office et notamment maîtrise d'Excel confirmée

Qualités attendues :

Un sens développé de l'organisation, des relations humaines, du management d'équipe et de la gestion seront déterminants

Fortes capacités de leadership et de travail en autonomie

Rigueur, proactivité, flexibilité et capacité à travailler efficacement dans un contexte sous pression et multitâches

Le chef de projet (h/f) aura à cœur de s'engager au service d'un projet de développement

Capacités d'adaptation aux réalités du terrain

Compréhension et/ou attrait pour les enjeux de la santé publique en particulier en Afrique

Adhésion aux valeurs de l'IECD (un regard sur la personne, l'esprit de service, un engagement professionnel)

CONDITIONS DU POSTE

Statut : Contrat de droit français – Formation au départ de deux semaines à Paris

Dates du poste : dès que possible, pour une période de deux ans

Localisation : Pointe Noire – République du Congo

Déplacements à prévoir : Brazzaville et RDC-Kinshasa.

Sous la responsabilité :

Du directeur général adjoint / directeur des opérations, basé à Paris

Collaboration étroite avec la responsable du pôle Santé, basée à Paris

Package global :

Rémunération selon profil

Participation au logement

Pack médical et social complet (maladie, rapatriement, mutuelle complémentaire)

1 billet France – Congo – France par année de mission

CONTACT

Envoyez votre dossier de candidature (CV et lettre de motivation) – Réf. « CDP PASS Congo »

au service recrutement, recrutement@iecd.org

Ville Pointe-Noire, Congo

Fonctions Animation, Formation, Autre, Communication, Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Technicien spécialiste

Activités Animation, Formation, Education, Autre, Economie, Finance, Administration, Informatique, Communication, Ressources Humaines, Santé

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Congo-Brazzaville

Contrat CDD, CDI, Inconnu, Volontariat / service civique

Date de fin de validité 30/09/2016



Avis de recrutement



Poste: Assistant de sécurité locale (LSA)
Type d'emploi : Consultant
Pays : Korhogo, COTE D'IVOIRE
Date limite de dépôt des dossiers: 09-Jul-16 (Minuit New York, États-Unis)

Description :

Devoirs et responsabilités

Assiste le Conseiller en Sécurité et le Coordinateur Régional de Sécurité (ASC) dans la collecte, la mise à jour et le partage d'informations relatives à la situation sécuritaire dans le pays et dans la zone de responsabilité;

Assiste le Conseiller en Sécurité et le Coordinateur Régional de Sécurité (ASC) à maintenir le Plan de sécurité à jour, y compris la liste des personnels de l'ONU;

Assiste le Conseiller en Sécurité et le Coordinateur Régional de Sécurité (ASC) dans la mise à jour et à l'évaluation des normes de sécurité opérationnelle minimum (MOSS) pour le lieu d'affectation;

Assiste le Conseiller en Sécurité et le Coordinateur Régional de Sécurité (ASC) à la rédaction de rapports d'incidents de sécurité ayant affectés le personnel, les biens et les installations des Nations Unies;

Assiste le Conseiller en Sécurité et le Coordinateur Régional de Sécurité (ASC) à appuyer les Agences du Système des Nations Unies dans la mise en œuvre des Normes Opérationnelles de Sécurité Minimale (MOSS), celle des Mesures de Sécurité Résidentielle, de la sûreté des bureaux et également il aide à la préparation en matière de sécurité;

Assiste le CSA/FSCO/ASC dans la préparation/organisation des ateliers de formation sur les questions de sécurité au profit du personnel du système des Nations Unies et leurs dépendants;

Assiste le CSA/FSCO/ASC dans des tâches administratives;

Assiste le CSA/FSCO/ASC dans la collecte, la mise à jour et le partage de l'information sur la situation sécuritaire dans la région d'affectation. Assure la liaison et la coordination avec les services de sécurité nationaux, les autorités locales ainsi qu'avec les acteurs non-étatiques dans la zone d'opération;

Aide à évaluer la situation sécuritaire au lieu d'affectation et assure la collecte et la vérification des informations de sécurité pouvant être nécessaires pour l'évaluation de la situation sécuritaire par le Conseiller en Sécurité et le Coordinateur Régional de Sécurité (ASC);

Communique l'information sur la sécurité aux chefs des organismes des Nations Unies et fournit des conseils de sécurité du pays hôte à UNDSS en l'absence du SA, au besoin;

Entretient des contacts réguliers avec les Points focaux de sécurité des agences des Nations Unies;

Fournit une assistance technique pour les réunions du CGS local (ASMT), en l'absence du Conseiller de la Sécurité;

Aide à la mise à jour du Plan de sécurité, y compris celle des listes de personnel;

Aide à la préparation et à la révision du Plan de sécurité des Nations Unies ;

Appuie à la mise en œuvre du Plan de sécurité;

Aider le CSA / SA / CSFO dans le contrôle du respect des normes minimales de sécurité opérationnelles (MOSS) établies pour le lieu d'affectation. Assiste également à la compilation des données requises pour le programme d'auto-évaluation MOSS;

Aide à rapporter les incidents de sécurité ayant affecté le personnel, les biens et les installations des Nations Unies et aide à la préparation des rapports de sécurité, tels que le Rapport d'incident de sécurité, les évaluations de sécurité et le rapport d'incident trimestriel;

Tient à jour les bases des données des coordonnées GPS des locaux des Agences, Fonds et Programmes (AFP) des Nations Unies et celles des résidences des staffs du SNU pour la région d'affectation;

Assiste le Conseiller en Sécurité et le Coordinateur Régional de Sécurité (ASC) dans la mise à jour du système d'ilotage pour la région d'affectation;

Exécute toute autre tâche à lui assignée par le CSA/FSCO/ASC dans le bien du service et dans le respect strict des valeurs, principes et règlements des Nations Unies.

Compétences

Engagement envers les idéaux de la Charte des Nations Unies et les valeurs fondamentales de l'Organisation – Le professionnalisme, l'intégrité et le respect de la diversité. Le terme « compétences » désigne l'ensemble des savoir-faire, qualités et types de comportement qui influent directement sur l'efficacité dans l'exécution des tâches.

Aptitude à planifier et à organiser :

Démontrer son habileté à établir des priorités, de planifier, de coordonner et de surveiller son propre plan de travail avec un minimum de supervision;

Capacité de travailler sous pression ou dans les situations de crise. Disponibilité pour voyager à l'intérieur de la zone de responsabilité.

Créativité :

Capacité de chercher activement à améliorer les services;

Offrir de nouvelles et différentes options pour résoudre les problèmes et pour répondre aux besoins des clients;

Promouvoir et persuader les autres à envisager de nouvelles idées.

Esprit d'équipe :

Habileté interpersonnelle éprouvée;

Capacité d'écouter et de travailler dans un environnement multiculturel et multiethnique avec sensibilité et respect de la diversité.

Aptitude à la Communication :

Habileté éprouvée à s'exprimer clairement et efficacement, tant oralement que par écrit.

Qualifications et expériences requises

Éducation :

Être titulaire au minimum de Baccalauréat (BAC), un diplôme universitaire ou équivalent est désirable mais non requis.

Expérience :

6 ans d'expérience dans le domaine sécuritaire, dans le domaine militaire ou judiciaire ou dans le domaine de travail sécuritaire de préférence;

Une expérience préalable dans le système des Nations Unies ou dans une Organisation Internationale est désirable mais non requise.

Connaissance linguistique :

La maîtrise de la langue française est requise;

Une connaissance pratique de l'Anglais est désirable mais non requise.

Autres qualifications:

Connaissance et expérience dans l'utilisation des radios HF et VHF;

Connaissance des mesures sécuritaires du pays hôte;

Solide expérience en informatique (MS Word, Excel, Access and PowerPoint);

Etre titulaire d'un permis de conduire en cours de validité et être en mesure de conduire les véhicules 4 x 4;

Etre en mesure de voyager fréquemment;

Etre physiquement apte.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Il ne sera donné de suite qu'aux candidatures pour lesquelles le PNUD aura exprimé un intérêt.

Postulez en ligne en suivant ce lien jobs.help@undp.org

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Avis de recrutement



Poste: Republique – Spécialiste de la transition
Type d'emploi : CDD
Pays : Abidjan, COTE D'IVOIRE
Date limite de dépôt des dossiers : 10-Jul-16 (Minuit New York, États-Unis)

Description :
Devoirs et responsabilités
Résumé des fonctions clés:

Fournir des conseils et du soutien au bureau de pays et de l'analyse conjointe et la capacité de planification dans le processus de planification de la transition pour le système des Nations Unies;

La conception du plan PNUD transition;

Les rapports sur la mise en œuvre et de proposer la révision du PNUD orientation.

Sous la direction générale du Représentant résident et en étroite collaboration et coordination avec les autres entités de CO, ainsi que dans une étroite collaboration et coordination avec l'analyse conjointe et de la planification des capacités, et le PNUD, DPKO / DFS et le siège de la DPA, l'objectif de l'opérateur historique sera d'améliorer planification de la transition intégrée sur le terrain. À cette fin, son / ses principales fonctions et responsabilités comprennent:

Fournir des conseils et du soutien au bureau de pays et de l'analyse conjointe et la capacité de planification dans le processus de planification de la transition pour le système des Nations Unies:

Afin de soutenir et de faciliter l'engagement stratégique et proactive par le bureau de pays dans le processus de planification de la transition;

Pour fournir des conseils au bureau de pays sur le processus de transition;

Pour représenter le PNUD dans la capacité conjointe d'analyse et de la planification et de soutenir activement et engager dans le processus de planification de la transition conjointe des Nations Unies.

Pour participer à l'élaboration de produits communs des Nations Unies de planification de la transition;

Pour fournir des conseils à la mission, et les membres de l'UNCT sur les produits de planification de la transition spécifique de l'entité;

Pour faciliter et soutenir les enseignements communs des Nations Unies des activités liées au processus de transition appris;

Pour contribuer au partage des connaissances (notamment par la formation) au sein du personnel des Nations Unies sur les questions relatives à la transition Programme de réforme des Nations Unies et d'après-crise;

Pour tirer parti d'autres expériences de l'ONU, les leçons apprises et les connaissances en réseau pour fournir des contributions au processus de planification de la transition;

Pour faciliter, à la demande du Directeur Pays, des consultations avec le gouvernement et les bailleurs de fonds sur les questions liées à la transition;

En étroite collaboration avec la Mission et les autres parties prenantes concernées assurent des liens appropriés sont faits à d'autres initiatives en cours – par exemple le New Deal, la préparation du budget national, I-DSRP ou les stratégies des donateurs;

À la demande du représentant résident, représentent le PNUD dans diverses réunions nationales et des Nations Unies.

Conception du plan de transition du PNUD

Pour diriger l'élaboration du plan de transition du PNUD dans le bureau de pays, en coordination avec les autres membres de l'UNCT et en alignement avec les priorités de planification stratégique des Nations Unies et comme indiqué dans le PNUD d'orientation sur les transitions dans les paramètres de la mission des Nations Unies.

Cela comprendra, mais sans s'y limiter:

Une analyse de contexte;

Une analyse préliminaire d'organisation

Aperçu du processus de transition, y compris: structures mission / gouvernement, les structures de coordination interne, les échéanciers, les plans et les évaluations;

Le portefeuille de transition après le PNUD, en fonction des besoins et l'évaluation des risques et l'analyse de l'avantage comparatif

bureaux suggérés (re) configuration (y compris la présence régionale);

exigences de soutien: / logistique / ressources humaines d'administration (pour le processus de transition et pour la post transition portefeuille);

Aperçu de la stratégie de collecte de fonds;

Aperçu de la stratégie de communication;

Aperçu de la stratégie de partenariats pour le portefeuille poste de transition);

Aperçu de la stratégie de collecte de fonds;

Aperçu de la stratégie de communication;

Aperçu de la stratégie de partenariats.

Les rapports sur la mise en œuvre et de proposer la révision d'orientation PNUD:

En liaison étroite avec le PNUD, DPKO / DFS et HQ DPA préparent et soumettent des rapports trimestriels ainsi qu'un rapport annuel de synthèse sur la mise en œuvre des Directives du PNUD et de l'état d'avancement du processus de planification de la transition;

Sur la base des enseignements tirés de la mise en œuvre des orientations du PNUD proposer des révisions à la direction. Les modifications proposées doivent être soumises tous les deux ans.

Impact des résultats

Les principaux résultats ont un impact sur le renforcement de la capacité du Bureau de pays du PNUD et de l'analyse conjointe des Nations Unies et de la planification des capacités ou son équivalent à l'appui du processus de planification de la transition des Nations Unies

intégrée.

Compétences

Compétences fonctionnelles:

compétences solides dans le domaine de la planification de la transition dans les contextes post-conflit;

Favorise la gestion des connaissances au sein du PNUD et un environnement d'apprentissage dans le bureau par le leadership et l'exemple personnel;

En profondeur de la connaissance pratique des questions de développement inter-disciplinaires;

travaille activement à la poursuite de l'apprentissage et de développement personnel dans un ou plusieurs domaines de pratique, agit sur le plan de l'apprentissage et applique les compétences nouvellement acquises;

Cherche et applique les connaissances, l'information et les meilleures pratiques à l'intérieur et à l'extérieur du PNUD;

Aptitude à diriger la planification stratégique, les processus de changement, RBM et les rapports;

Aptitude à diriger la formulation, la supervision de la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets de développement;

Construit de solides relations avec les clients, met l'accent sur l'impact et le résultat pour le client et répond positivement à la rétroaction;

approches Constatment travail avec énergie et une attitude positive, constructive;

Démontre ouverture au changement et capacité à gérer la complexité;

Capacité de diriger, de mentorat ainsi que des compétences de résolution des conflits;

Démontre de solides compétences en communication orale et écrite;

Reste calme, dans le contrôle et de bonne humeur même sous pression;

réseau éprouvée, team-building, des compétences organisationnelles et de communication. Les compétences de base:

La promotion de l'éthique et de l'intégrité, la création de précédents organisationnels; le soutien et le sens politique de construction;

Renforcer les compétences du personnel, la création d'un environnement de la créativité et de l'innovation;

Construction et promotion des équipes efficaces;

Créer et promouvoir un environnement propice à la communication ouverte;

Création d'une organisation émotionnellement intelligent;

Tirer parti des conflits dans l'intérêt du PNUD et l'établissement de normes;

Le partage des connaissances à travers l'organisation et la construction d'une culture de partage des connaissances et l'apprentissage;

Promouvoir l'apprentissage et la gestion des connaissances / partage est la responsabilité de chaque membre du personnel;

la prise de décision équitable et transparente; la prise de risque calculée.

Qualifications et expériences requises

Éducation:

Master Niveau diplôme universitaire ou supérieur, en économie du développement, la science politique, le développement international et / ou la gestion et la coordination.

De l'expérience:

Au moins sept années d'expérience de travail dans le développement, les opérations politiques et / ou transitoires, quatre ans dont l'expérience de travail dans le domaine, idéalement dans un contexte post-conflit est souhaitable;

Expériences professionnelles dans la plupart de ces domaines: la justice la réforme du secteur, l'accès à la justice, la justice entre les sexes, le renforcement des capacités, la réforme du secteur de la sécurité et les questions connexes.

La langue:

Excellente connaissance du français et de l'anglais, y compris l'écriture et les compétences orales.

postulez en ligne en suivant ce lien jobs.help@undp.org.

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P/2013/ CAO/TGLO/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
Equipe Sciences-Campus Info
- Eliane Bayala
- Aris KUSIELE Somda
- Bernadette Dembélé
- Valentin Mano
- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
-Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Grégoire Zongo
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Yves Sanou
- Frédéric Po0da
- Valentin Ouedraogo
- Blaise Sama
- Diloma Jacques
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44/ 45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33



Nouvelles des Campus

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Collaborons pour **bouter** le **grand banditisme** et le **terrorisme** de notre pays

Une Force Humaine !